

Le problème tchadien : rappel historique

COMME nombre d'autres pays africains, le Tchad est une création coloniale. Il s'agissait alors pour la France de constituer un empire africain d'un seul tenant — le Tchad assurant la jonction entre l'Algérie, l'AOF et l'AEF — et de faire pièce aux entreprises britanniques et allemandes dans la région. C'est dire que, dès le début, l'intérêt stratégique l'a emporté sur les considérations de rentabilité économique. Encore aujourd'hui, pourtant classé parmi les pays les moins avancés, le Tchad est devenu un enjeu important pour certaines puissances en raison de la place qu'il occupe au centre du continent africain, au contact du monde arabe et de l'Afrique noire.

Le Tchad ainsi constitué est un ensemble composite rassemblant des sociétés de nomades sahariens (Toubou, ou Goranes, de race noire), les grands sultanats historiques de la bande sahélienne centrale et les communautés paysannes des régions tropicales méridionales. Une coupure culturelle sépare les sociétés sahariennes et sahéliennes, islamisées, des sociétés méridionales, restées attachées aux cultes ancestraux et partiellement christianisées. Cependant, cette coupure Nord/Sud, à la fois culturelle et géo-climatique, a parfois été surestimée : de part et d'autre, de nombreuses divisions internes (ethniques, linguistiques, écologiques et politiques) nuancent fortement cette présentation des choses familières aux médias. Et, comme on le sait, ce sont deux groupes « nordistes » qui se disputent aujourd'hui le pouvoir.

Les frontières de ce pays sont assurément arbitraires. Cependant, l'espace tchadien ainsi délimité n'est pas entièrement artifi-

(*) Une première version de ce texte a été publiée dans *Le Poing et la rose*, Spécial Responsables, n° 172 du 10 septembre 1983. Légèrement modifié, il est repris ici avec l'accord de son auteur.

ciel : il recouvre des axes traditionnels d'échanges Nord-Sud, qui mettaient en communication ces différentes sociétés entre elles.

La colonisation française a modifié les équilibres existants dans cet espace. Avant 1900, les sultanats sahéliens étaient en position de force et razziaient périodiquement le Sud. La capture d'esclaves, dont une partie était ensuite revendue aux marchands arabes, en échange de chevaux, d'armes et de biens de prestige, assurait la prééminence des aristocraties guerrières du Sahel. Avec la conquête française, les sultanats, assujettis et privés de leurs ressources habituelles, sont entrés en crise. Au contraire, les sociétés méridionales ont trouvé dans la nouvelle situation des conditions à certains égards plus favorables. Privilégiant le Sud, la colonisation a très tôt parlé de « Tchad utile », celui où des investissements rentables, comme la culture du coton, pouvaient être réalisés. D'autre part, les dynamismes propres aux sociétés du Sud ont également joué : tandis que les populations islamisées s'enfermaient dans un refus culturel durable, ou émigraient massivement vers le Soudan, les populations du Sud se montraient beaucoup plus réceptives à l'appel de l'école et du recrutement militaire, trouvant sans doute là une compensation à leur infériorité passée. Les groupes sudistes (notamment les Sara) ont pu ainsi s'assurer, au cours de la période coloniale, une avance considérable. Au moment de l'indépendance (11 août 1960), les « Sudistes » étaient en mesure de contrôler l'ensemble de l'appareil d'État. Ils allaient en faire un usage immodéré et créer eux-mêmes les conditions de l'explosion.

L'indépendance est marquée par l'ascension de François Tombalbaye, un Sara, dirigeant du Parti progressiste tchadien (P.P.T.-R.D.A.). En 1962, le régime du parti unique est institué. En quelques années, les oppositions sont réprimées, qu'elles viennent du Sud ou du Nord. Avec l'interdiction des autres partis, le Nord dans son ensemble se trouve privé de toute expression politique véritable. Les exactions des agents de l'État font le reste. Ce sont elles qui provoquent les premiers soulèvements dans le Centre-Est du pays, en 1964 (Am-Timan) et 1965 (Mangalmé). Le Tibesti suit pour les mêmes raisons en 1968.

Le FROLINAT

En 1966 naît le FROLINAT (Front de libération nationale du Tchad) qui rassemble sur une plate-forme de type progressiste des militants issus de la frange radicalisée des anciens partis nordistes ou formés dans les pays arabes. Déchiré par les rivalités de personnes et les divisions idéologiques ou ethniques, il ne parviendra jamais à constituer une force homogène et cohérente, ni à former

un parti national dégagé des objectifs régionalistes (nordistes). L'échec du FROLINAT est une des composantes de la crise actuelle.

Né parmi les paysans du Centre-Est, à l'initiative d'un militant progressiste, Ibrahim Abatcha, le FROLINAT se présente comme un mouvement de libération anti-impérialiste de type classique. Les orientations islamisantes, voire intégristes, restent cependant fortes à la base. A cette époque, le mouvement se développe avec l'appui du Soudan, qui regrettera toujours l'évolution ultérieure des dirigeants du FROLINAT vers la Libye, et apportera en conséquence, à plusieurs reprises, un appui aux dissidents du FROLINAT et notamment à Hissène Habré. Après la mort d'Ibrahim Abatcha, c'est un politicien plus classique, le Dr Abba Siddick, qui en prend, de l'extérieur, la direction. Il donne au mouvement une certaine audience internationale, mais il ne parvient pas à unifier les forces combattantes qui contestent ses méthodes. La direction effective passe aux maquis de l'intérieur, tandis que le centre de gravité du mouvement se déplace du Centre-Est vers le Tibesti, proche de la Libye. A partir de 1969 (prise du pouvoir par le colonel Kadhafi), les liens avec la Libye ne cessent de se renforcer. C'est là que le FROLINAT trouve désormais son principal soutien et son « sanctuaire ». L'affaire Claustre (1974) fait apparaître l'affaire tchadienne — et Hissène Habré, l'auteur de l'enlèvement — au premier plan de l'actualité internationale. Pendant ce temps, malgré ses faibles effectifs, la guérilla a contribué à rompre l'équilibre fragile de l'État tchadien.

Les interventions militaires françaises

Pendant plusieurs années, le gouvernement central a essayé de minimiser les événements, parlant seulement, à l'occasion, de « banditisme ». Cependant, l'insécurité se développe dans le Nord et le Centre-Est. C'est dans de telles conditions que l'armée française est appelée à intervenir directement au Tchad contre les « rebelles » : d'abord en 1968, pour une opération ponctuelle dans le Tibesti, puis en 1969, pour une reprise en main généralisée. L'intervention militaire française, qui dure officiellement jusqu'en 1971, s'accompagne d'opérations plus politiques (mission de réforme administrative, ralliement de quelques opposants, etc.). Cette intervention ne règle rien : les maquis ne sont pas déracinés et, en dépit des luttes internes qui se développent dans le FROLINAT, la rébellion reste menaçante. Dans la capitale, le régime Tombalbaye pratique la fuite en avant (« révolution cultu-

relle », « authenticité », obligation du *yondo* — rite initiatique sudiste —, dénonciation verbale de la France, etc.). L'affaire Claustre, par son retentissement international, souligne la faiblesse du régime. En 1975, un coup d'État militaire renverse Tombalbaye, qui est tué. Cependant, le nouveau gouvernement reste l'expression politique du Sud, ce qui n'a rien de surprenant étant donné la composition ethnique de l'armée nationale. De 1975 à 1983, c'est une longue suite de ruptures et de renversements d'alliances, qui détruisent la crédibilité de l'État tchadien, tandis que le FROLINAT fait tache d'huile.

Le nouveau gouvernement, dirigé par le général Malloum, renvoie les troupes françaises et essaie de négocier avec le FROLINAT. En vain. En 1978, les Jaguars français doivent même intervenir pour sauver l'armée gouvernementale d'une déroute générale dans le Nord.

La conquête du pouvoir par les Nordistes

Du côté du FROLINAT, l'ascension de Goukouni Weddeye s'accompagne d'un passage à la dissidence de Hissène Habré, qui rallie le gouvernement central en 1978 (avec l'appui des Soudanais). La lutte pour le pouvoir commence à ce moment entre les deux chefs goranes, Goukouni et Hissène Habré. Le 28 août 1978, Hissène Habré devient Premier ministre de Malloum. Six mois plus tard, il entre en conflit avec celui-ci. Cette rupture provoque une guerre civile meurtrière à Ndjamena et marque une date importante dans l'histoire du Tchad : les combats de février 1979 prennent une tournure ouvertement ethnique et religieuse. Les civils sudistes quittent en masse la capitale pour échapper aux exécutions. En représailles, les musulmans installés dans les villes du Sud sont pourchassés et assassinés. Les Sudistes perdent à ce moment le contrôle de Ndjamena et se replient dans leur réduit géographique. Un organe politico-administratif, le Comité permanent, dirigé par le colonel Kamougué, exerce (et monopolise) l'expression politique du Sud, en liaison avec les Forces armées tchadiennes (FAT : armée nationale et gendarmerie), considérées désormais comme l'armée du Sud.

L'expérience du GUNT

La suite ressemble à un film accéléré : pour des raisons d'affinités régionalistes évidentes, les Forces armées populaires (FAP, Goukouni) viennent au secours des Forces armées du Nord (FAN,

Habré), malgré leurs divergences. A travers ces deux fractions concurrentes, le FROLINAT nordiste est donc devenu le maître de la capitale. Les pays voisins et la France imposent alors un cessez-le-feu et poussent à un règlement politique. Ce sont les conférences de Kano I (mars 1979), Kano II (avril 1979) et Lagos (août 1979), qui rassemblent toutes les factions et forces politiques tchadiennes et qui marquent également, pour un temps, l'emprise diplomatique du Nigeria, intéressé à exercer son influence dans cette zone. Ces différentes rencontres aboutissent à la constitution d'un gouvernement de réconciliation nationale, le « Gouvernement d'union nationale de transition » (GUNT), qui, comme son nom l'indique, a pour tâche d'acheminer le pays vers la reconstruction d'institutions nationales et représentatives. Ce gouvernement rassemble les chefs de tendance : Goukouni, président, Kamougué, vice-président et Hissène Habré, ministre de la Défense.

L'année 1979 voit donc l'émergence d'une procédure nouvelle pour résoudre le problème tchadien : là où l'intervention directe française a constamment mené à un échec, le recours à une solution africaine permet d'espérer un meilleur traitement du problème. Mais la faiblesse du GUNT, qui ne cesse d'être un rassemblement anarchique de tendances, puis son effondrement, la crise de l'OUA et l'impuissance de la force africaine un moment implantée au Tchad jalonnent de nouvelles ruines cette dernière période.

En mars 1980, Hissène Habré rompt avec le GUNT et s'empare d'une partie de Ndjamena. Goukouni fait appel officiellement à la Libye et chasse Habré de la capitale en décembre 1980. Le retrait des troupes libyennes (sous la pression de plusieurs gouvernements dont celui de la France), en novembre 1981, entraîne un retour en force de Habré, qui rentre à nouveau dans la capitale le 7 juin 1982. Hissène Habré installe un nouveau gouvernement qui obtient en quelques mois une large reconnaissance internationale. Ce qui reste du GUNT vole en éclats. Il faudra plusieurs mois à ses différentes composantes — et les interventions de plus en plus pressantes des Libyens — pour aboutir à une nouvelle coalition. Cette période est marquée par l'ascension au sein du GUNT d'une de ses composantes les mieux organisées, le Conseil démocratique révolutionnaire (CDR), qui est, d'abord, l'expression politique des Arabes du Tchad (environ 10 % de la population) mais qui, lui-même touché par la crise qui affecte le GUNT et l'ensemble des mouvements d'opposition, a éclaté aujourd'hui en plusieurs fractions.

L'intervention libyenne

A partir de juin 1983, les forces du nouveau GUNT, fortement appuyées par le matériel, la logistique et les conseils techniques des Libyens, constituent une colonne pour reprendre le contrôle des chefs-lieux du Nord (Faya, Abéché). Après quelques victoires, la débâcle brutale de l'armée du GUNT oblige la Libye à une intervention encore plus ouverte et massive (raids aériens sur Faya). Toutes les conditions sont réunies pour une internationalisation généralisée du conflit. L'envoi de troupes françaises, en août 1983, est une réponse à cette grave détérioration de la situation. D'après les explications fournies par le président Mitterrand, cette présence, dissuasive, a d'abord eu pour but d'indiquer clairement les limites à ne pas dépasser dans l'escalade et visé à réduire les risques d'extension du conflit, en attendant une négociation politique entre toutes les parties tchadiennes. Elle a effectivement réussi à geler la situation militaire, mais jusqu'ici les négociations, dont dépendra sans doute l'avenir du Tchad, restent au niveau des contacts préliminaires et, pour le moment, infructueux (Addis-Abeba, Brazzaville). L'annonce du retrait simultané des troupes françaises et libyennes et les problèmes d'insécurité qui sont réapparus dans les préfectures du Sud dominant la période la plus récente et introduisent des données nouvelles dans le rapport des forces en présence.